

## Lieu

Cégep de Saint-Jérôme

## Service

Secrétariat général et affaires juridiques

## Statut

Poste régulier à temps complet

## No de concours

P2308-ACSAJ\_01405

## Supérieure immédiate

Diane Bournival,  
Secrétaire générale et directrice adjointe aux affaires juridiques

## Salaire annuel

50 150 \$ à 92 027 \$  
(35 heures par semaine)

## Horaire

Lundi au vendredi  
de 8 h à 16 h

## Entrée en fonction

Dès que possible

## Tests requis

Français  
Rédaction  
Test psychométrique

## Dépôt des candidatures

**Du 20 octobre au 7 novembre 2023 à 16 h** pour compléter [votre profil de candidature](#).

Seules les personnes invitées en entrevue seront contactées.



# ANALYSTE-CONSEIL SPÉCIALISÉE ou SPÉCIALISÉ EN AFFAIRES JURIDIQUES

## Un cégep de tête, de cœur et plus grand que nature

Nos 3 campus sont nichés dans la magnifique région des Laurentides. Nous y cultivons un milieu qui valorise l'expertise et les habiletés interpersonnelles au service du succès de nos étudiantes et étudiants. Joignez un milieu de vie innovateur où l'effervescence des idées est encouragée.

## Responsabilités

Le rôle principal et habituel de cette classe d'emploi consiste à réaliser des activités de coordination et de gestion de l'aspect légal des projets, ainsi que la supervision des activités d'analyse, de mise en œuvre, d'évolution, de soutien opérationnel concernant les ententes contractuelles du Collège, les dossiers immobiliers, la gouvernance, ainsi que les règles juridiques applicables aux différents secteurs d'activité du Collège. La personne analyste-conseil spécialisée en affaires juridiques agit à titre d'experte dans son domaine de spécialisation, notamment dans l'analyse et la gestion des réclamations ou poursuites intentées contre ou par le Collège, de la gouvernance et des instances du Collège, des titres immobiliers et des règles de gouvernance en matière de protection des renseignements personnels.

## Vos principaux défis :

- Prodiguer des conseils, formuler des recommandations et soutenir les directions et services du Collège dans la rédaction d'ententes, l'application des lois et les activités où la responsabilité du Collège pourrait être engagée et lorsque nécessaire, assurer une vigie;
- Effectuer des travaux de recherche et d'analyse législative, réglementaire, jurisprudentielle et doctrinale;
- Réaliser des recherches pour les dossiers immobiliers du Collège, interpréter les résultats et formuler des recommandations;
- Collaborer à la mise en œuvre des obligations résultant de la Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels;
- Analyser le cadre normatif applicable au Collège et assister les directions et services lors de la création, révision ou refonte des éléments compris dans ce cadre.

Pour en savoir davantage sur la description complète de ce poste : [description](#)

## Ce défi est pour vous si :

- Vous êtes reconnue pour votre rigueur et votre leadership d'influence et de mobilisation ;
- Vous avez d'excellentes capacités d'analyse et de synthèse;
- Vous performez dans un contexte où les dossiers importants sont variés et complexes;
- Vous faites preuve d'une grande autonomie et d'un excellent jugement professionnel;
- Votre mode de fonctionnement se caractérise par une approche axée sur les résultats, l'ouverture et la collaboration.

## Votre parcours professionnel comprend :

- Un baccalauréat en droit ou l'équivalent et un minimum de trois (3) années d'expérience pertinente dans un domaine relié à l'emploi;
- Être membre du Barreau ou de la Chambre des notaires;
- Une très bonne connaissance de M365 et plus particulièrement de Word;
- Une excellente maîtrise du français écrit et parlé.



Accès aux installations sportives



4 semaines de vacances



Conciliation travail-famille



Transport durable (train, navette)



Télétravail possible



Programme d'aide aux employés

Le Cégep de Saint-Jérôme applique un programme d'accès à l'égalité à l'emploi et invite les femmes, les minorités visibles, les minorités ethniques, les Autochtones et les personnes handicapées à présenter leur candidature. Les outils de sélection peuvent être adaptés selon les besoins des personnes handicapées qui en font la demande.